



**Septembre 2011**

## **L'avenir des pipelines des sables bitumineux, un enjeu crucial de justice climatique**

Le président Obama doit prendre une décision très importante qui va définir sa position en matière de justice climatique. Il peut suivre le conseil de l'Agence américaine de protection de l'environnement (EPA) et refuser d'autoriser la construction du pipeline Keystone XL qui relierait les sables bitumineux de l'Alberta aux raffineries du Texas. Ou alors, il peut céder au lobby de l'industrie pétrolière et approuver le pipeline. Comme l'EPA est fortement opposée au projet alors que la Secrétaire d'État Hillary Clinton est « encline » à l'approuver, c'est à Obama lui-même qu'il revient de trancher.

La construction du Keystone XL viole le principe du consentement préalable donné librement et en connaissance de cause, principe enchâssé dans la Déclaration de l'ONU sur les droits des peuples autochtones et pour lequel KAIROS s'est battu pendant des années. La construction du pipeline entraînerait par ailleurs une augmentation de l'exploitation des sables bitumineux par rapport aux niveaux actuellement approuvés. KAIROS défend l'idée qu'on ne devrait pas autoriser d'autres projets dans les sables bitumineux à cause des émissions de carbone à prévoir et de leur impact sur la terre, sur la biodiversité et sur les droits des peuples autochtones.

### **Le pipeline Keystone: les retombées**

KAIROS et ses nombreux alliés du mouvement pour la justice écologique reconnaissent que la construction du pipeline Keystone violerait le droit des peuples autochtones à un consentement préalable donné librement et en connaissance de cause avant que des projets de développement ne traversent leurs terres et n'entraînent éventuellement une grave destruction écologique.

Le pipeline Keystone et le projet de pipeline Northern Gateway, qui relierait l'Alberta à un nouveau terminal maritime à Kitimat, C.-B., rendraient nécessaire une expansion importante de l'extraction pétrolière des sables bitumineux de l'Alberta. Depuis novembre 2009, KAIROS demande qu'on n'approuve plus d'autres projets liés aux sables bitumineux à cause des émissions de carbone à prévoir et de leur impact sur la terre, sur la biodiversité et sur les droits des peuples autochtones.

Plusieurs opposants au pipeline, notamment des peuples autochtones, des écologistes, des climatologues et des groupes religieux comme le *Quaker Earthcare Witness*, jugent si important de stopper le pipeline Keystone qu'ils ont pris le risque de se faire arrêter en posant des gestes de désobéissance civile non violente aux portes de la Maison blanche, du 20 août au 3 septembre 2011. Des protestations pacifiques analogues auront lieu à Ottawa le 26 septembre<sup>2</sup>. Parmi les Canadiennes et les Canadiens éminents qui ont donné leur appui à des gestes de désobéissance civile, on trouve la présidente du Conseil des Canadiens Maude Barlow, le scientifique et communicateur David Suzuki et l'auteure Naomi Klein. Une délégation du Conseil des Églises du Massachusetts a rencontré le Conseil des Églises du Canada, à Boston, pour plaider contre le pipeline et, le 20 août 2011, le Rév. Dr Jim Antal, président de la Conférence du Massachusetts de l'Église unie du Christ, a été arrêté lors d'une manifestation devant la Maison blanche.

Les arguments contre les pipelines Keystone XL et Northern Gateway sont très forts. Les deux projets revêtent une grande importance pour l'industrie : celle-ci compte intensifier l'exploitation des sables bitumineux, qui a déjà détruit une bonne partie de la forêt boréale, pollué les eaux et compromis la santé des peuples autochtones du nord du Canada. Par ailleurs, les sables

bitumineux sont au Canada la source de gaz à effet de serre (GES) qui connaît la croissance la plus rapide. Si on autorise les plans d'expansion de l'industrie, qui dépendent de la construction de nouveaux pipelines, les émissions de GES provenant des sables bitumineux vont tripler pour atteindre 92 millions de tonnes métriques en 2020, ce qui annulera toutes les réductions de GES obtenues par la fermeture des centrales électriques au charbon<sup>3</sup>.

La capacité de production pétrolière à partir des sables bitumineux est actuellement de 1,9 million de barils par jour (mbj). Par ailleurs, on a déjà autorisé des projets qui pourront fournir 1,8 mbj de plus<sup>4</sup>, pour une capacité totale de 3,7 mbj. Les pipelines existants peuvent transporter 3,8 mbj de pétrole brut du nord de l'Alberta vers ses différents marchés, c'est dire qu'ils sont suffisants pour livrer les volumes produits actuellement et la capacité de production déjà approuvées.

Mais l'industrie des sables bitumineux a d'ambitieux projets d'expansion. En plus des 3,7 mbj installés et approuvés, l'industrie a présenté des demandes pour 1,8 mbj de capacité additionnelle et elle a annoncé son intention de postuler un jour pour encore 2,2 mbj de capacité<sup>6</sup>. C'est pourquoi l'industrie tient à faire approuver le pipeline Keystone XL, qui aurait une capacité initiale de 700 000 barils par jour mais qui pourrait atteindre 1,5 mbj : il s'agit d'éviter que les producteurs de sables bitumineux ne se retrouvent « ensevelis sous le bitume », sans débouchés pour leur production accrue<sup>7</sup>. Le pipeline Gateway transporterait chaque jour 525 000 barils de produits pétroliers, dont 70% seraient du bitume extrait des sables de l'Alberta. L'industrie affirme que les nouveaux pipelines sont indispensables.

### **Les émissions de gaz à effet de serre**

Dans son évaluation de l'impact environnemental (EIS) du projet Keystone XL, le Département d'État des États-Unis prétend que le pétrole des sables bitumineux est « semblable » aux autres pétroles et que l'impact d'une dépendance accrue au pétrole des sables bitumineux « serait mineur<sup>8</sup> ». Par contre, une lettre envoyée au Département d'État par l'Agence américaine de protection environnementale affirme : « nous estimons que les émissions de GES du brut des sables bitumineux canadiens seraient d'environ 82 % plus élevées que celles de la moyenne du brut raffiné aux États-Unis, du puits au réservoir<sup>9</sup> ». Or cette projection « du puits au réservoir » (dans laquelle le réservoir désigne le réservoir d'essence d'un véhicule) atténue la différence réelle. En fait, l'extraction et le traitement du bitume pour transformer les sables bitumineux en combustible de synthèse prêt à être raffiné produisent déjà de 3,2 à 4,5 fois plus de gaz à effet de serre que la production du brut nord-américain conventionnel<sup>10</sup>.

James Hansen, climatologue de la NASA et signataire de l'appel à tenir des sit-in à la Maison blanche, voit dans les sables bitumineux canadiens une source capitale d'émissions de dioxyde de carbone, qu'il faut absolument réduire. Hansen lance l'avertissement : « l'exploitation complète des sables bitumineux va rendre impossible la stabilisation du climat<sup>11</sup> ». Hansen et ses collègues résument leurs recherches sur les niveaux de dioxyde de carbone dans l'atmosphère – recherches qui font autorité dans le domaine – en disant que « si l'humanité veut conserver une planète semblable à celle sur laquelle s'est développée la civilisation et à laquelle la vie sur terre est adaptée... [les concentrations de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère] devront passer de leur niveau actuel de 385 ppm [parties par million] à 350 ppm tout au plus, mais il faudra probablement les réduire davantage<sup>12</sup> ». Depuis la publication de cette étude en 2008, les concentrations de CO<sub>2</sub> ont atteint 391 ppm.

Les quelque 1700 milliards de barils de pétrole enfouis dans les sables bitumineux canadiens contiennent assez de carbone pour accroître d'environ 150 ppm la concentration de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère. Si les 315 milliards de barils de pétrole que les technologies actuelles permettraient d'extraire étaient tous exploités, leur combustion augmenterait les concentrations de carbone totales de quelque 30 ppm. Les 7 milliards de barils déjà produits ont déjà fait augmenter la

concentration globale de CO<sub>2</sub> d'environ 0,7 ppm et, si les plans d'expansion étaient autorisés sur une période de dix ans, les sables bitumineux canadiens seraient responsables d'une augmentation de plus de 2 ppm des émissions globales<sup>13</sup>.

### **Les droits autochtones**

Les peuples autochtones ont protesté vigoureusement contre les deux pipelines Keystone XL et Gateway, qui violent leur droit à un consentement préalable donné librement et en connaissance de cause en vertu de la Déclaration de l'ONU sur les droits des peuples autochtones. L'*Indigenous Environmental Network* a parrainé les protestations à Washington et à Ottawa parce que le pipeline Keystone traverserait des terres sacrées et mettrait en danger des ressources vitales, notamment l'aquifère Lakota. De même, la Première Nation Chipewyan de l'Athabasca, en Alberta, s'oppose à tout autre développement des sables bitumineux, qui ne pourrait que menacer la chasse, le piégeage et la pêche. KAIROS appuie l'appel des communautés autochtones canadiennes pour demander des études indépendantes sur les impacts cumulés du développement des sables bitumineux sur la santé, l'eau et les écosystèmes.

Dans le cas du pipeline Gateway, la société responsable, Enbridge, a essayé d'acheter l'appui des peuples autochtones en offrant près de 1 milliard \$ en actions du pipeline et par d'autres paiements. Mais les peuples autochtones ont résisté fermement à ces offres. Cinq nations de l'Alliance dénée Yinka de Colombie-Britannique, soutenues par l'Assemblée nationale dénée qui représente des Premières Nations du nord de l'Alberta et des Territoires du Nord-Ouest, ont rejeté l'offre. La moitié du pipeline et de la voie maritime qu'emprunteraient les pétroliers traverseraient les territoires traditionnels de peuples autochtones qui s'opposent au pipeline<sup>14</sup>. « Nos terres et nos eaux ne sont à vendre à aucun prix », dit le chef Larry Nooski de la Première Nation Nadleh Whut'en<sup>15</sup>. Pour sa part, Pete Erickson, conseiller de la Première Nation Nak'azdli, a déclaré à l'assemblée annuelle d'Enbridge : « Nous ne voulons pas de votre argent... Je vous demande... de respecter les lois traditionnelles qui régissent nos terres afin que nous puissions décider nous-mêmes de notre avenir<sup>16</sup> ».

Le Grand Chef Stewart Phillip, président de l'Union des chefs indiens de Colombie-Britannique (UBCIC), a dit que « l'UBCIC s'oppose au projet de pipeline d'Enbridge et appuie les nombreuses Premières Nations qui forment un bloc compact pour s'opposer à ce projet de pipeline pour les sables bitumineux<sup>17</sup> ».

Outre le danger de déversements sur les terres et les cours d'eau des bassins versants fragiles des fleuves Fraser, Skeena et Kitimat dans le nord de la Colombie-Britannique, les peuples autochtones, les écologistes et les pêcheurs sont très inquiets d'un déversement de pétrole en mer. Quelque 225 pétroliers par année devraient traverser l'archipel côtier de la Colombie-Britannique pour acheminer le pétrole brut en Asie ou sur la côte ouest des États-Unis. Tous ceux qui vivent de la pêche du saumon en Colombie-Britannique se rappellent clairement le naufrage de l'*Exxon Valdez* dans le golfe du Prince-William, tout à côté en Alaska, qui a contaminé 2100 kilomètres de côte<sup>18</sup>.

### **Keystone XL accroîtrait l'obligation pour le Canada d'exporter son pétrole en vertu de l'ALÉNA**

En plus de faire peser une menace sur les écosystèmes et les droits autochtones, le pipeline Keystone XL empêcherait aussi le Canada à l'avenir de réduire l'extraction de son pétrole. L'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA) oblige le Canada à offrir aux États-Unis une proportion de ses provisions de pétrole et de gaz correspondant à ses exportations des trois dernières années, même si ce niveau d'exportation devait provoquer une pénurie pour les Canadiens<sup>19</sup>. Selon les dernières données disponibles, si le Canada choisissait de réduire de dix pour cent sa production pétrolière, à des fins de conservations et pour combattre les changements

climatiques, il serait obligé de mettre à la disposition des États-Unis 67,5 % de sa production. En conséquence, les Canadiens devraient faire face à une pénurie de 46 millions de barils de pétrole par année, l'équivalent de 26 jours de leur consommation intérieure.

Si le pipeline Keystone XL était construit et exploité à sa pleine capacité, les exportations canadiennes de pétrole aux États-Unis augmenteraient de 1,5 million de barils par jour. En conséquence, l'obligation pour le Canada de mettre une partie de ses réserves de pétrole à la disposition des États-Unis passerait de 67,5 % de sa production totale à environ 72 %<sup>20</sup>. Et si le pipeline Gateway servait à acheminer du brut aux raffineries américaines plutôt qu'en Asie, les obligations du Canada en vertu de l'ALÉNA seraient encore plus élevées.

## **Conclusion**

D'éminents partenaires de KAIROS dont George Poitras, l'ancien chef de la Première Nation crie Mikisew de Fort Chipewyan, en Alberta, et plusieurs prix Nobel dont Monseigneur Desmond Tutu et Adolfo Perez Esquivel, ont écrit au président Obama pour le presser de ne pas autoriser le pipeline Keystone.

Ceux et celles qui ne pourraient pas se rendre à Washington pour présenter le message en personne au président Obama sont invités à le faire en ligne à l'adresse <http://www.tarsandsaction.org/obama-petition/> en signant une pétition qui affirme :

Les sables bitumineux représentent une menace catastrophique pour nos communautés, notre climat et notre planète. Nous vous exhortons à faire preuve de vrai leadership pour le climat en rejetant la demande de permis pour le pipeline Keystone XL et de privilégier plutôt le développement d'une énergie propre et sécuritaire.

KAIROS projette une présence visuelle sur la Colline parlementaire le 26 septembre 2011, avec des organisations alliées autochtones, civiques et environnementales, pour protester contre le pipeline Keystone.

Pour tout renseignement sur les plans pour la protestation pacifique du 26 septembre à Ottawa, voir <http://ottawaaction.ca/join-us>

KAIROS réunit 11 églises et organismes religieux dans une action inspirée par la foi en faveur de la justice écologique et des droits humains.

KAIROS: Initiatives œcuméniques canadiennes pour la justice  
310, rue Dupont, bureau 200, Toronto ON M5R 1V9  
Tél. : 416-463-5312; 1-877-403-8933  
[www.kairoscanada.org](http://www.kairoscanada.org)

<sup>1</sup> Voir *Stop the Pipeline! Tar Sands Action* web site à <http://www.tarsandsaction.org>

<sup>2</sup> Voir <http://ottawaaction.ca/join-us>

<sup>3</sup> Projections d'Environnement Canada citées dans Nathan Vanderklippe, « Oil Sands expected to undo carbon cuts at power plants », *The Globe and Mail*, 8 août 2011, p. B3.

- <sup>4</sup> Voir R.B. Dunbar. *Existing and Proposed Canadian Commercial oil Sands Projects*, Calgary, Strategy West, janvier 2011, à [http://strategywest.com/downloads/StratWest\\_OSProjects\\_2011\\_01.pdf](http://strategywest.com/downloads/StratWest_OSProjects_2011_01.pdf)
- <sup>5</sup> Voir Michelle Mech. *A Comprehensive Guide to the Alberta Oil Sands*. May 2011. p.47. at [http://greenparty.ca/files/attachments/a\\_comprehensive\\_guide\\_to\\_the\\_alberta\\_oil\\_sands\\_-\\_may\\_20111.pdf](http://greenparty.ca/files/attachments/a_comprehensive_guide_to_the_alberta_oil_sands_-_may_20111.pdf)
- <sup>6</sup> R.B. Dunbar. op. cit.
- <sup>7</sup> Nathan Vanderklippe et Shawn McCarthy, « Without keystone XL, 'landlocked in bitumen' », *The Globe and Mail*, 9 juin 2011.
- <sup>8</sup> Cité dans « Wikileaks reveals State department discord over U.S. support for Canadian tar sands oil pipeline », à <http://thinkprogress.org/romm/2010/12/31/207150/wikileaks-state-department-canadian-tar-sands-oil-pipeline>
- <sup>9</sup> Cité dans Keith Stewart et Melina Laboucan-Massimo, *Deep Trouble: The Reality of In Situ Tar Sands Operations*, Toronto/Edmonton, Canada, 2011, p.4.
- <sup>10</sup> Michelle Mech, op. cit., p. 6.
- <sup>11</sup> Leahy, Stephen, « Canada Spurns Kyoto in Favour of Tar Sands », IPS, 13 juin 2011.
- <sup>12</sup> James Hansen et al., « Target Atmospheric CO<sub>2</sub>: Where Should Humanity Aim? », *The Open Atmospheric Science Journal*, 2008, 2, p.217.
- <sup>13</sup> Ces calculs se fondent sur une correspondance avec Michelle Mech fondée sur les données du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, en consultation avec le Professeur David Keith, de l'Université de Calgary.
- <sup>14</sup> Barbara Yaffe, « Natives Aren't Buying Northern Gateway Pipeline », *Vancouver Sun*, 6 février 2011.
- <sup>15</sup> Cité dans Shawn McCarthy, « B.C. Indian bands give thumbs-down to pipeline », *The Globe and Mail*, 17 décembre 2010; p. B3.
- <sup>16</sup> Cité dans Nathan Vanderklippe, « Enbridge looks to LNG export boom », *The Globe and Mail*, 12 mai 2011; p. B3.
- <sup>17</sup> Communiqué de presse, « UBCIC Opposes Enbridge Pipeline Project », Vancouver, Union of B.C. Indian Chiefs, 23 mars 2010.
- <sup>18</sup> Tyler McCreary, « Hundreds protest Enbridge Northern Gateway Pipeline in Kitimat, B.C. », [rabble.ca](http://rabble.ca) 2 septembre 2010.
- <sup>19</sup> Gordon Laxer et John Dillon, *Over a Barrel: Exiting from NAFTA's Proportionality Clause*, Ottawa/Edmonton, Centre canadien pour les politiques alternatives et Institut Parkland, 2008.
- <sup>20</sup> Calcul fondé sur les données de Statistique Canada, Guide statistique de l'énergie, premier trimestre 2011. Le tableau 4.1 suppose que la demande intérieure et les importations resteraient à leurs niveaux de 2010 et que le pipeline Keystone XL servirait à transporter une production additionnelle extraite des sables bitumineux.



**310 Rue Dupont, # 200**  
**Toronto, ON**  
**M5R 1V9**

Tél : 416 463 5312  
Sans frais : 1-877-403-8933  
[www.kairoscanada.org](http://www.kairoscanada.org)